

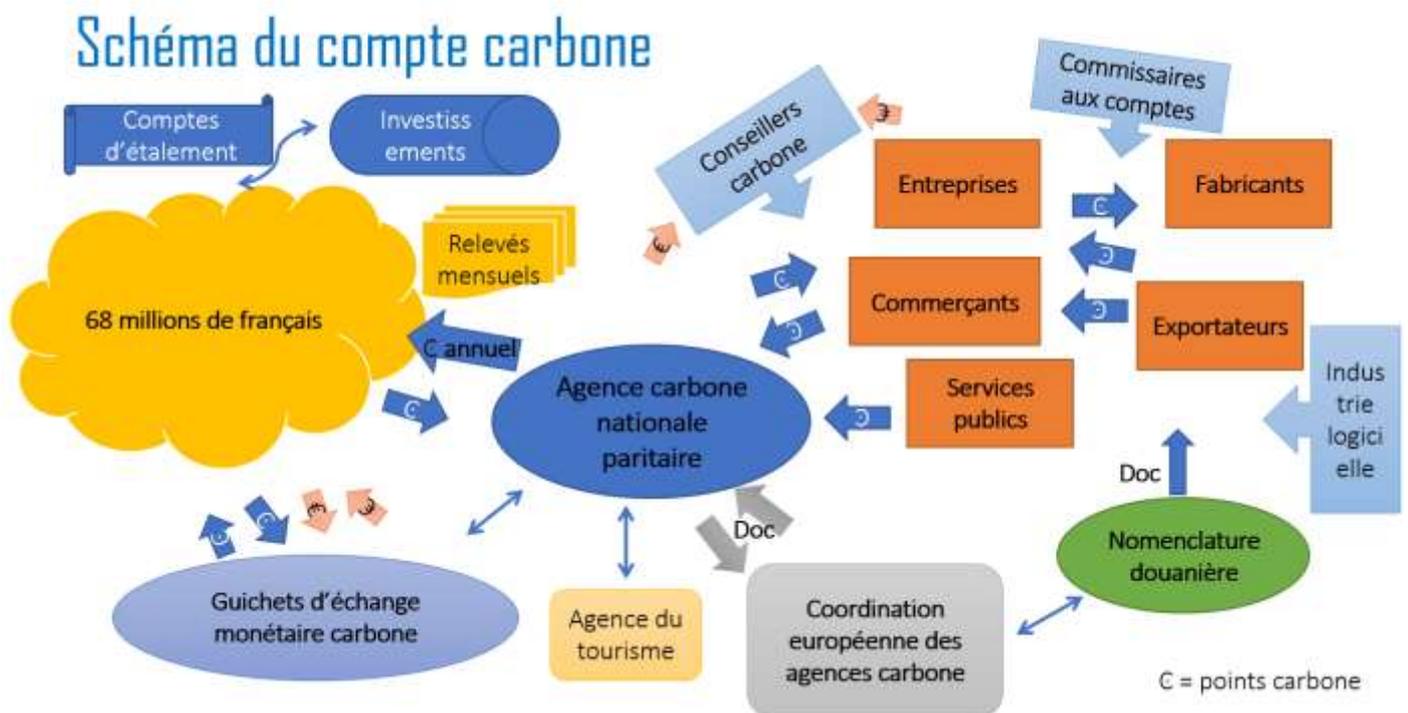
Récit du compte carbone :

Au 1^{er} janvier 2026¹, chaque français reçoit une dotation de 9000 kg CO₂ ou points carbone (C) par l'agence carbone nationale paritaire. Tous commerçants et entreprises ont assuré le double étiquetage en € et C à partir des données ADEME. Chaque mois, les familles reçoivent le relevé de leur budget carbone intégrant les services publics (125 C /mois/personne répartis selon sources). Chacun a déclaré à l'agence les cartes d'identification (cartes bancaires, vitale, cantine...) à passer sur les terminaux de paiement des commerçants pour transfert des points carbone. Si besoin, les familles groupent leurs cartes par foyer fiscal. Les enfants de moins de 16 ans ont une demi-part.

À la date anniversaire de chacun en seconde année, l'agence carbone met à jour le quota à 8460 k (réduction de 6% chaque année). Lors de chaque dépense le contenu carbone est retiré du compte individuel et transféré au registre de l'entreprise qui en a besoin pour ses fournisseurs. Toute entreprise a l'obligation d'imputer à ses clients tout le carbone utilisé afin d'équilibrer son registre carbone. Dès la seconde année, c'est le carbone porté par les facturations intermédiaires qui est mis en étiquetage pour être de plus en plus précis.

Si des consommateurs (les plus addicts) viennent à manquer de carbone, ils peuvent demander au guichet carbone local des surplus de survie qui auront été fournis par les plus modestes, avec transferts monétaires des riches aux pauvres de façon régulée et limitée par l'autorité d'échange. Le cours du carbone est augmenté au fur et à mesure de la réduction de 6% par an (100€ la tonne CO₂ au début, peut-être 1000 en 2035 soit 1 C/kg CO_{2e}).

Au préalable dès 2024 est organisé un référendum national pour demander aux français s'ils préfèrent une taxe carbone ou un plafonnement progressif par compte carbone individuel. Les disparités entre français demandent une forte [pédagogie](#) : si la moyenne nationale est bien 9000 kg CO₂/français/an, 68 % des français seraient en dessous de la moyenne qui nous sert de quota de départ, et donc susceptibles de revendre des excédents, la majorité voterait pour le compte carbone. Les États Généraux du Climat pourraient le précéder pour débattre avec citoyens, élus et experts...



¹ Date à décider en analysant les avantages et risques, certains préférant qu'on annonce 2027 pour ne pas risquer de report par rapport à l'annonce, d'autres préférant 2025 pour montrer l'urgence et pour pousser tous les acteurs en mode commando vers une mise en œuvre progressive (mais jugée moins crédible). Avant le référendum, certains proposent une consultation sur les détails de mise en œuvre et l'évaluation des effets.